

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

Foix, le 5 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **OMYA**

Montagne de Rié  
31440 SAINT-BEAT-LEZ

Références : FH/2022/285-286  
Code AIOT : 0006803313

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement OMYA implanté Montagne de Rié 31440 SAINT-BEAT-LEZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OMYA
- Montagne de Rié 31440 SAINT-BEAT-LEZ
- Code AIOT : 0006803313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société OMYA exploite sur les communes de Saint-Béat et de Marignac une carrière souterraine de marbre blanc et une carrière extérieure de marbre bleu. Les produits extraits sont acheminés par camion vers l'usine de Saint-Béat, de l'autre côté de la Garonne.

Initialement exploitée en chambres et piliers, l'exploitant a obtenu une autorisation préfectorale pour extraire les matériaux de la carrière souterraine par la méthode dite à sous niveaux abattus ou en grandes chambres. Cette nouvelle méthode est mise en œuvre entre les planchers de deux niveaux déjà exploités en chambres et piliers.

La production maximale annuelle prévue à l'arrêté préfectoral d'autorisation est de 400 000 tonnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à l'inspection de 2021,
- Prévention des pollutions

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Prévention des Pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 27.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Prévention des Pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 27.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites données à la visite de 2021	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
2	Suites données à la visite de 2021	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les installations de collecte et de traitement des effluents aqueux chargés issus des plateformes de ravitaillement et d'entretien des véhicules n'étaient pas conformes à la réglementation applicable au site. Une action rapide de l'exploitant sur ce point est nécessaire.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suites données à la visite de 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une barrière automatique avait été ajoutée en entrée de site. Cette dernière s'ouvre à l'aide de badge.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Suites données à la visite de 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, registres et plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de l'ensemble des travaux, à l'échelle du 1/2 000, du 1/2 500 ou du 1/5 000, est établi pour chaque carrière souterraine. Ce plan indique les cotes des points principaux ainsi que les parties abandonnées des travaux.  Ce plan d'ensemble est mis à jour au moins une fois tous les six mois.  Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux sont également établis et tenus à jour par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté les plans des différent niveaux d'exploitation ainsi qu'un plan de surface complété. le plan de surface ne laisse apparaître aucune installation sensible.  L'exploitant a également présenté les plans des futures extensions. l'inspection a fait remarqué à l'exploitant que les plans présenté ne définissaient pas les emplacements des débouchés au jour qu'il est nécessaire de créer afin de respecter la réglementation du travail. L'impact de ces débouchés au jour (Biodiversité,...) devra être présenté dans le porter à connaissance que l'exploitant présentera dans le cadre de la modification de ses conditions d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention des Pollutions ou nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 27.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que la distribution de carburant était effectuée à l'extérieur sur une aire bétonnée.</p> <p>Cependant l'inspection a noté que l'aire de ravitaillement n'était pas conforme aux dispositions de l'article 27.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 réglementant le site.</p> <p>En effet même si un caniveau est bien présent au niveau de l'aire, ce dernier n'est pas situé en périphérie de l'aire étanche et semble obstrué par de la boue. De plus l'inspection émet un doute sur la pente de l'aire qui semble diriger les écoulements dans le sens opposé au caniveau.</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois mettre en conformité son aire de ravitaillement.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a également constaté la présence d'un atelier d'entretien dans les galeries au niveau 0. Cet atelier est composé d'une aire d'entretien et d'une aire de lavage des véhicules. Au niveau de l'aire de lavage, les eaux sont collectées et envoyées vers un séparateur hydrocarbures. En revanche, au niveau de l'aire d'entretien, les égouttures sont dirigées vers un puisard où elles semblent être infiltrées; en effet l'entretien avec le personnel a montré que ce "puisard" n'était jamais vidé.</p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous un délai de 8 jours, vidanger le puisard,</li> <li>- sous un délai de 3 mois vérifier l'absence de pollution des sols au niveau de la zone d'entretien des véhicules et mettre en place un système de collecte et de traitement des égouttures.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Prévention des Pollutions ou nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2003, article 27.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées Canalisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux. pluviales sont dirigées vers un bassin de rétention dimensionné pour la pluie décennale.</li> <li>2. Les eaux canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>- Température inférieure à 30° c</li> <li>- Concentration en matières en suspension totales (:tvOEST) inférieure à 35 mg/l (norme NFEN 872)</li> <li>- Demande chimique en oxygène sur, effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90. 101)</li> <li>- Concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90.114).</li> </ul> </li> <li>3. Les valeurs limites portées ci-dessus&gt; doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</li> <li>4. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/litre.</li> <li>6. Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</li> <li>7. Un prélèvement est effectué une fois par an et les paramètres dont la limite est fixée au point 1 du présent article, sont analysés.</li> </ol> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que les rejets des eaux collectées sur l'aire de ravitaillement des engins étaient rejetées au milieu naturel via un simple tuyau au milieu d'un talus dont la pente et la végétation ne permet pas l'accès.</p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous un délai de 8 jours, transmettre à l'inspection une copie des analyses d'eau effectuées au niveau de ce point de rejet,</li> <li>- sous un délai de 3 mois, mettre en conformité son point de rejet avec les dispositions de l'article 27.2 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 réglementant le fonctionnement du site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois